

600 personnes concernées par la restructuration de la base aérienne de Luxeuil-les-Bains Saint-Sauveur

En 2014, la base aérienne 116, implantée sur les communes de Luxeuil-les-Bains et Saint-Sauveur, emploie 1 300 militaires et civils. La restructuration de la base aérienne prévoit la suppression de 228 postes, dont une trentaine occupés par des personnes qui seront reclassées au sein de la base aérienne. Ainsi, 195 emplois sont directement concernés. À ces emplois directs s'ajoutent 40 emplois induits par les dépenses de consommation de ces militaires et de leurs familles. En comptant les conjoints et enfants, la population totale concernée par la restructuration de la BA 116 s'élève à 600 personnes, dont 420 sur le seul périmètre des cinq communautés de communes à proximité de la BA 116. Près de 6 % de la population de Saint-Sauveur est concernée par cette restructuration.

Stéphane Adrover, Audrey Mirault

Le Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale de 2008 prévoyait la suppression d'environ 55 000 emplois au sein du ministère de la défense dont 10 500 pour les années 2014-2015. La loi de programmation militaire 2014-2019, première étape de mise en œuvre des nouvelles orientations stratégiques du Livre blanc, prévoit la suppression de 23 500 emplois supplémentaires. Ces suppressions de postes sont adossées au nouveau format des armées et contrats opérationnels associés, mais aussi au travers de mesures de rationalisation et d'optimisation des fonctions de soutien. Sur le plan capacitaire, l'armée de l'air voit ainsi son format ajusté par le nouveau Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale de 2013 avec notamment une réduction de deux sections SAMP-T (Sol Air Moyenne Portée-Terrestre) dans le domaine de la défense sol-air, entraînant la dissolution de l'escadron de défense sol-air stationné sur la base aérienne 116 et une réduction

d'environ 150 postes. Ce choix a été imposé par la recherche d'une nouvelle cohérence opérationnelle. En outre, de l'ordre de 70 postes sont supprimés au titre des mesures de rationalisation générale à toute l'armée de l'air et affectant toutes ses bases. Ces mesures de restructuration suppriment 228 emplois sur les 1 300 que compte le site de la base aérienne de Luxeuil-les-Bains.

Cette étude permet d'estimer et de localiser le nombre d'emplois provenant des activités des unités restructurées, ainsi que la population des ménages concernés. Ces estimations portent sur l'emploi et la population directement concernés par la présence des unités restructurées, l'emploi et la population indirectement concernés, l'emploi induit et la population correspondante (voir définitions). Toutes les dimensions

1 Répartition de la population concernée par communauté de communes

Communauté de communes	Population concernée	Population totale 2009
Communauté de communes du Pays de Luxeuil	de 290 à 299	13 590
Communauté de communes de la Haute Comté	de 50 à 59	12 823
Communauté de communes du Triangle Vert	de 30 à 39	4 217
Communauté de communes du Pays de Lure	de 30 à 39	11 286
Communauté de communes des Mille Etangs	moins de 5	1 250
Hors périmètre	de 180 à 189	

Source : Insee en collaboration avec la BA 116

socio-économiques de la dissolution de l'escadron de défense sol-air ne sont par conséquent pas étudiées. Par exemple, la question relative à la disparition éventuelle de classes dans les établissements scolaires, liée au départ de familles de militaires, ne relève pas du champ de l'étude. Il en est de même pour l'impact sur le marché local de l'immobilier.

195 emplois directs, une quarantaine d'emplois induits impliqués dans la restructuration

Parmi les 228 postes concernés par la restructuration, un reclassement est prévu sur le site de la BA 116 pour 33 personnes occupant ces postes. Ainsi, 195 emplois directs sont impliqués dans cette restructuration, auxquels s'ajoutent une quarantaine d'emplois induits par la consommation locale des familles des militaires. Au total, la restructuration concerne 235 postes salariés.

Beaucoup de jeunes et de bacheliers parmi le personnel concerné par la restructuration

3 % des emplois directs concernés par ces restructurations sont occupés par des civils, 55 % des militaires sont contractuels, et 42 % sont de carrière. Parmi les militaires, 10 % sont officiers, 60 % sont sous-officiers, et 30 % sont militaires du rang. Cette répartition a pour corollaire une forte représentation de diplômés de niveau BAC (près des deux tiers du personnel), tandis que la part des titulaires de diplômes de niveau inférieur ou du supérieur est plus faible qu'en moyenne parmi les actifs franc-comtois.

Comme ailleurs dans les rangs des armées, le personnel de la base aérienne de Luxeuil-les-Bains est moins féminisé que la moyenne de la population : les femmes représentent en effet 12 % du personnel des unités concernées par la restructuration, contre 47 % des actifs en Franche-Comté.

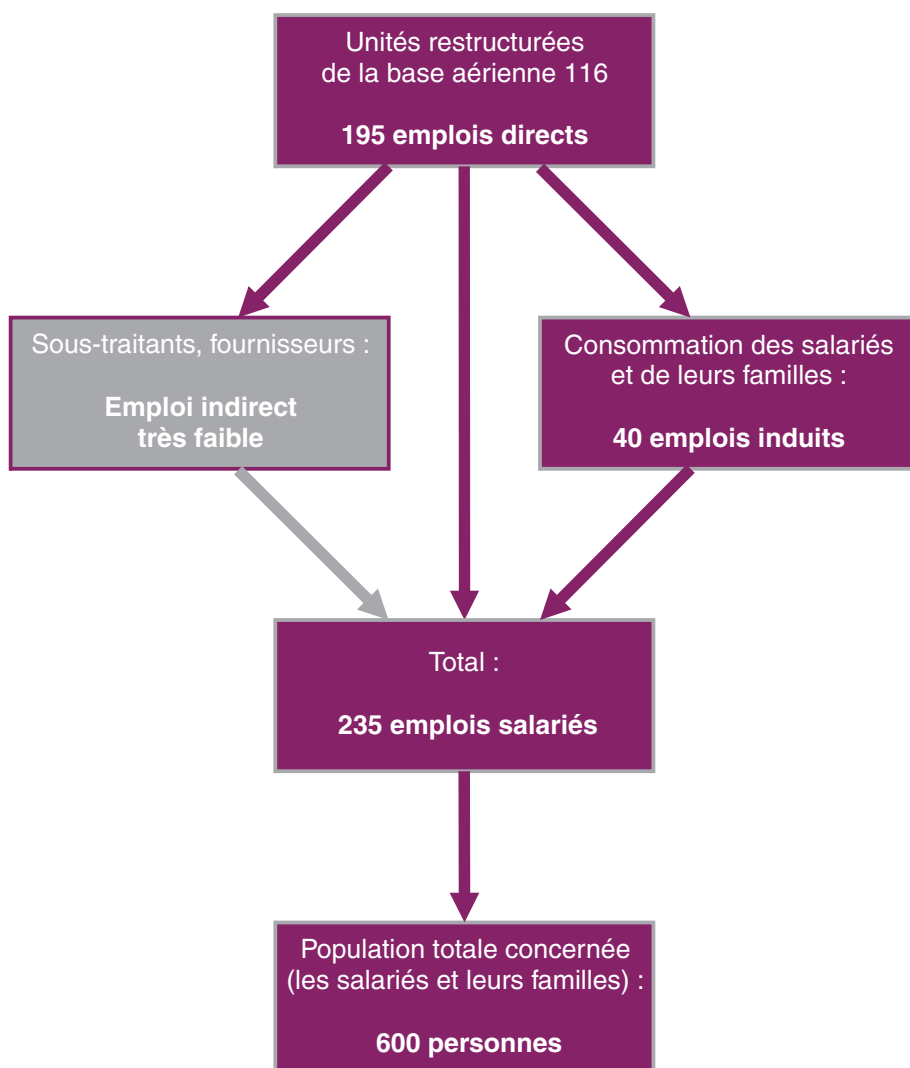
Le personnel concerné se caractérise également par une forte représentation des jeunes actifs : 36 % des salariés concernés ont moins de 30 ans, contre 23 % des actifs du bassin de vie de Luxeuil-les-Bains.

Le nombre de célibataires « géographiques » (militaires vivant en couple déclaré et qui, du fait de leur affectation professionnelle, habitent régulièrement un domicile différent du domicile familial) est faible parmi le personnel concerné par la restructuration. Plus de 80 % du personnel vit hors de la base. 70 % des salariés vivent de façon maritale.

En dehors des personnes qui bénéficieront d'un reclassement, le personnel des unités restructurées et leurs familles représentent 500 personnes.

Parmi les conjoints de militaires concernés par la restructuration, 10 % sont inactifs. Le nombre de chômeurs est très faible. Une partie des couples travaillent à la base, mais la majorité des conjoints ont un emploi hors de la base. Cela représente près d'une centaine d'emplois civils, potentiellement vacants en cas de départ des familles.

2 Décomposition de l'impact total des restructurations du site de la base aérienne de Luxeuil-les-Bains Saint-Sauveur



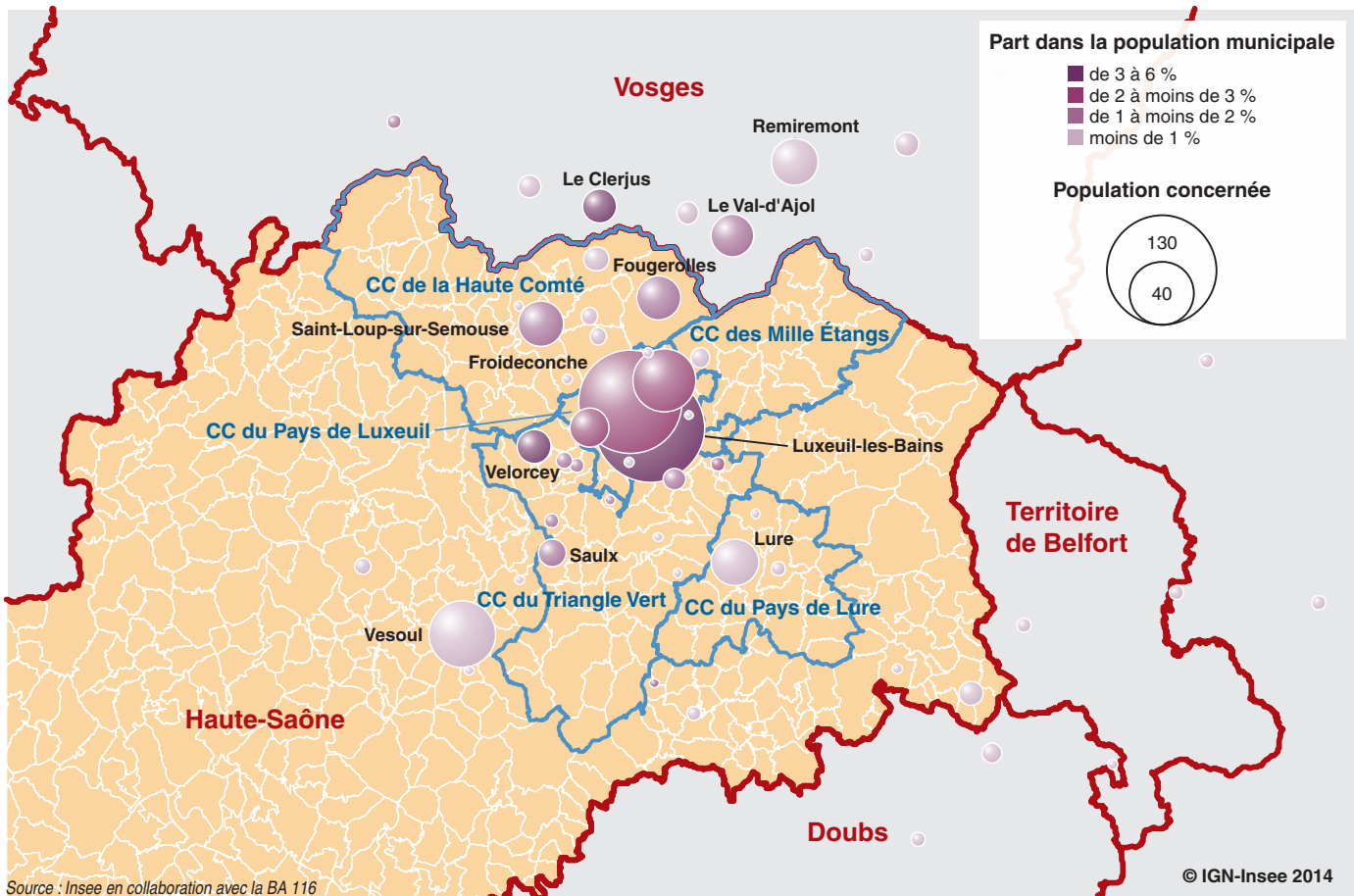
L'emploi direct des unités est concentré sur le site de la BA 116, c'est-à-dire sur les communes de Luxeuil-les-Bains et de Saint-Sauveur, dont il représente 4,2 % de l'emploi salarié total (effectifs de la BA 116 compris). L'emploi induit lié à la consommation des familles, soit une quarantaine d'emplois salariés au total, est plus dispersé. On dénombre une vingtaine d'emplois induits dans la communauté de communes du pays de Luxeuil, dont la grande majorité sont situés dans les deux communes de Luxeuil-les-Bains et de Saint-Sauveur. Dans l'ensemble des autres communautés de communes retenues dans l'étude d'impact territorial, c'est à dire les CC de la Haute Comté, des Mille Etangs, du pays de Lure et du Triangle Vert, on compte moins d'une dizaine d'emplois induits. Une dizaine d'autres emplois sont situés en dehors du périmètre des cinq communautés de communes précitées.

Pratiquement pas d'emploi indirect concerné

Les commandes contractées avec les entreprises locales pour le fonctionnement des unités ou des travaux de sous-traitance constituent des emplois indirectement concernés par cette restructuration. Les commandes de l'armée étant essentiellement contractées sous forme de marchés publics nationaux, l'emploi indirect lié à l'implantation d'un site militaire est généralement faible. Dans le cas présent, l'impact territorial est ainsi voisin de zéro. Parmi la trentaine de fournisseurs et prestataires de services locaux de la base, les commandes liées aux unités restructurées représentent au plus 2 % du chiffre d'affaires des entreprises concernées et dans la quasi-totalité des cas, moins de 1 %.

Note : les estimations d'emploi et de population sont arrondies à la dizaine, à l'exception de l'emploi direct, connu à l'unité près.
Source : Insee en collaboration avec la BA 116

3 Population concernée par les unités restructurées de la base aérienne de Luxeuil Saint-Sauveur



Au total, 420 personnes sont concernées sur le périmètre des cinq communautés de communes

Les restructurations concernent au total 600 personnes. Cela correspond au personnel des unités restructurées et leurs familles (500 personnes), auxquels s'ajoutent les salariés « induits » et leurs familles (100 personnes). Sur ces 600 personnes, 420 résident dans le périmètre des cinq communautés de communes

retenues dans l'étude. Plus de 120 personnes vivent à Saint-Sauveur, soit près de 5,9 % de la population de la commune ; 110 personnes résident à Luxeuil-les-Bains, soit 1,5 % de la population municipale. Une soixantaine de personnes concernées habitent dans les autres communes de la communauté de communes du pays de Luxeuil. Enfin, 120 personnes se répartissent dans les quatre autres communautés de communes du périmètre de l'étude.

Après Saint-Sauveur et Luxeuil-les-Bains, Froideconche est la commune la plus impactée du périmètre de l'étude, avec plus de 40 personnes. Dans trois autres communes, la population concernée se situe entre 20 et 30 personnes. Dans aucune autre commune du périmètre, la population concernée dépasse 20 personnes. Elle peut cependant représenter une part importante de la population municipale dans les très petites communes. ■

4 Principales communes impactées par les unités restructurées de la base aérienne de Luxeuil Saint-Sauveur

Département	Code commune	Commune	Communauté de communes	Population concernée	Population municipale 2009
Haute-Saône	70473	Saint-Sauveur	Communauté de communes du Pays de Luxeuil	de 120 à 129	2128
Haute-Saône	70311	Luxeuil-les-Bains	Communauté de communes du Pays de Luxeuil	de 110 à 119	7370
Haute-Saône	70258	Froideconche	Communauté de communes du Pays de Luxeuil	de 40 à 49	1991
Haute-Saône	70550	Vesoul	Hors périmètre	de 40 à 49	15920
Haute-Saône	70245	Fougerolles	Communauté de communes de la Haute Comté	de 20 à 29	3839
Haute-Saône	70467	Saint-Loup-sur-Semouse	Communauté de communes de la Haute Comté	de 20 à 29	3566
Haute-Saône	70310	Lure	Communauté de communes du Pays de Lure	de 20 à 29	8295
Vosges	88383	Remiremont	Hors périmètre	de 20 à 29	8042
Haute-Saône	70093	Breuches	Communauté de communes du Pays de Luxeuil	de 10 à 19	743
Haute-Saône	70541	Velorcey	Communauté de communes du Triangle vert	de 10 à 19	205
Vosges	88108	Le Clerjus	Hors périmètre	de 10 à 19	573
Vosges	88487	Le Val-d'Ajol	Hors périmètre	de 10 à 19	4069

Source : Insee en collaboration avec la BA 116

Méthodologie

Cette étude fournit une **estimation territorialisée** du nombre d'emplois et d'habitants concernés par la présence des activités de la base aérienne 116 faisant l'objet de mesures de rationalisation prévues par la loi de programmation militaire 2014-2019. Il ne s'agit pas d'une prévision des emplois qui seraient supprimés suite à la réduction des effectifs militaires de la BA 116. Les emplois directs militaires seront effectivement perdus, mais ce ne sera pas forcément le cas pour l'ensemble des emplois indirects et induits.

L'estimation des différents effets en matière d'emploi direct et indirect mobilise les données fournies par la base aérienne (emploi direct, commandes aux fournisseurs et prestataires de services locaux) ainsi que les sources CLAP (connaissance locale de l'appareil productif), DADS (déclarations annuelles de données sociales), FARE (fichier approché des résultats Esane) ainsi que le recensement de la population de l'Insee. Des coefficients de consommation des ménages issus des Comptes nationaux sont utilisés pour évaluer l'emploi induit.

Définitions

- **Emploi direct** : nombre de salariés non reclassés des unités restructurées de la base aérienne 116. Les données ont été fournies par la base aérienne.
- **Emploi indirect** : nombre d'emplois occupés par les fournisseurs et prestataires locaux de service des unités concernées de la base aérienne, pour répondre aux commandes de celles-ci. Cet emploi est calculé au prorata du montant des commandes dans le chiffre d'affaires de celles-ci.
- **Emploi induit** : nombre d'emplois générés par la consommation courante (logements, équipements sportifs, équipements de loisirs, services,...) des salariés directs et indirects, ainsi que leurs familles.
- **Population concernée** : ensemble des personnes appartenant aux ménages des salariés comptabilisés dans les effets directs, indirects ou induits. Les données issues du recensement de la population permettent le passage de l'emploi à la population concernée, et de relativiser les effets au niveau des zones étudiées (communes, communautés de communes...).
- **Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale** : ouvrage exposant une stratégie de sécurité nationale portée par une ambition européenne et internationale, fondée sur de nouveaux principes et de nouveaux objectifs. À cette fin, le Livre blanc examine tour à tour tous les moyens nécessaires dans les domaines du renseignement, de la dissuasion nucléaire, de la prévention des crises, de la protection du territoire et de la population, ainsi que des interventions militaires et civiles à l'extérieur du territoire.

Insee Franche-Comté

8 rue Louis Garnier
CS 11997
25020 BESANÇON CEDEX

Directeur de la publication :

Patrick Pétour

Rédactrice en chef :

Nellie Rodriguez

Mise en page :

L. Bouillon, S. Gille-Meignier, Y. Naulin

Crédits photos :

D. Cesbron, CRT, L. Cheviet

ISSN : 2416-8092

Dépôt légal : décembre 2014

© Insee 2014

Pour en savoir plus

- Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale, La Documentation Française, avril 2013.
- Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale, La Documentation Française, juin 2008.
- Les décisions ministérielles et arrêtés relatifs aux restructurations de défense 2009-2014.

